Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 15 décembre 2004
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués principaux

- **Bilan des investissements internationaux du Canada,** troisième trimestre de 2004 — 2
  La valeur de l'actif du Canada à l'étranger a fortement baissé au troisième trimestre de 2004 à la suite d'une appréciation du dollar canadien surtout face à la devise américaine. Par conséquent, le passif net du Canada envers les résidents étrangers a augmenté de 9,2 % pour s'établir à 192,9 milliards de dollars.

- **Arts d'interprétation,** 2003 — 6
  Les recettes totales des 642 compagnies d'arts d'interprétation sans but lucratif au Canada ont fait un bond de plus de 10 % de 2001 à 2003. La fréquentation au cours de la période est demeurée inchangée dans l'ensemble, mais une certaine croissance a été observée chez les jeunes grâce à leur enthousiasme croissant pour la musique, la danse, le théâtre, et même l'opéra.

Autres communiqués

Étude : La durée de l'emploi atypique, 1999 à 2001 — 10

Étude : Utilisation du REER avant la retraite, 1993 à 2001 — 10

Services d'architecture, 2003 — 11

Enquête annuelle sur l'hébergement des voyageurs, 2003 — 12

Nouveaux produits — 14

Communiqués principaux

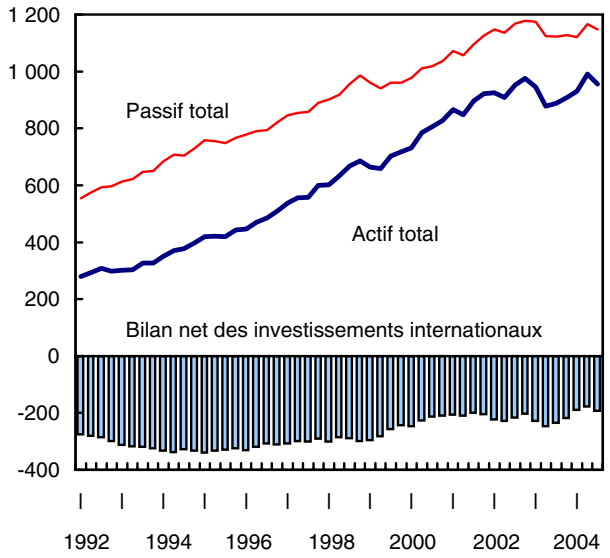
Bilan des investissements internationaux du Canada

Troisième trimestre de 2004

La valeur de l'actif du Canada à l'étranger a fortement baissé au troisième trimestre de 2004 à la suite d'une appréciation du dollar canadien surtout face à la devise américaine. L'appréciation a aussi causé une baisse du passif des Canadiens envers le reste du monde. Par conséquent, le passif net du Canada envers les résidents étrangers, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, a augmenté de 9,2 % pour s'établir à 192,9 milliards de dollars.

Bilan des investissements internationaux du Canada

En milliards de dollars



La valeur des actifs internationaux a diminué de 35,4 milliards de dollars par rapport au niveau observé à la fin du deuxième trimestre pour se situer à 954,9 milliards de dollars. Le dollar, qui a gagné plus de 5 % de sa valeur par rapport à la devise américaine au cours du trimestre, a enlevé 43,8 milliards de dollars à la valeur de ces actifs.

De son côté, le passif international du Canada a chuté de 19,2 milliards de dollars pour s'établir à 1 147,7 milliards de dollars. Le raffermissement du dollar canadien a enlevé 23,6 milliards de dollars à la position, ce qui a largement compensé toutes les opérations nettes durant le trimestre.

Par conséquent, le passif net à l'étranger en proportion du produit intérieur brut du Canada a augmenté à la fin du troisième trimestre. Ce ratio a progressivement diminué par rapport au sommet de 44,3 % atteint en 1994. Il se situait à 14,7 % à la fin du troisième trimestre comparativement à 13,7 % au trimestre précédent.

Au troisième trimestre, le dollar canadien a gagné du terrain par rapport à la devise américaine ainsi que par rapport aux autres principales devises. Il a augmenté de 5,4 % par rapport au dollar américain, de 3,5 % par rapport à l'euro et de 6,4 % par rapport au yen japonais.

Note aux lecteurs

Séries supplémentaires à la valeur au marché

Au premier trimestre de 2004, des séries supplémentaires mesurant les placements de portefeuille à la valeur au marché ont été incorporées à la publication. Les actions et les obligations canadiennes et étrangères sont disponibles à la valeur au marché. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, en attendant qu'un jeu complet d'estimations fondées sur la valeur marchande soit disponible.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

La valeur des actifs canadiens à l'étranger diminue

Le raffermissement du dollar canadien a eu sa plus forte incidence sur la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger, lesquels ont baissé de 9,7 milliards de dollars pour se fixer à 438,1 milliards de dollars. La réévaluation du taux de change s'est traduite par une baisse de 21,0 milliards de dollars qui a largement compensé les opérations nettes de 11,1 milliards de dollars au troisième trimestre. Environ la moitié de cette baisse l'a été pour des actifs aux États-Unis.

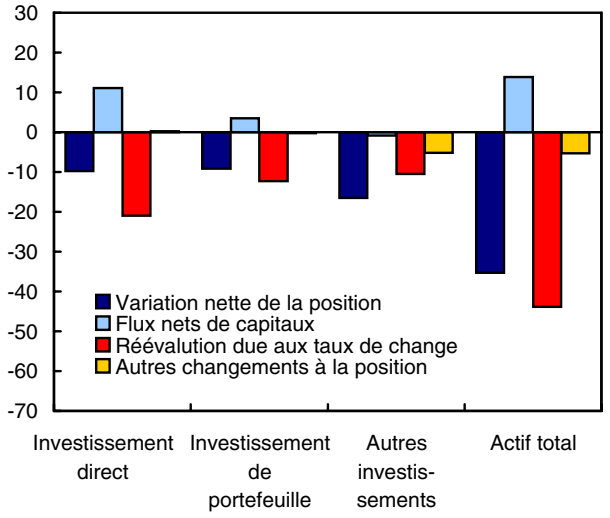
Au troisième trimestre de 2004, de faibles marchés boursiers étrangers et la hausse du dollar canadien se sont traduits par une diminution de 5,0 % de la valeur des actions étrangères détenues par les Canadiens. Les Canadiens n'ont que peu investi en actions étrangères au cours du trimestre. Ce faible investissement, combiné à la réévaluation de la monnaie, a donné lieu à une baisse de 9,7 milliards de dollars des avoirs canadiens en actions étrangères, lesquels sont passés à 183,7 milliards de dollars, soit le niveau le plus bas depuis celui atteint au deuxième trimestre de 2001.

Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont légèrement augmenté pour s'établir à 51,9 milliards de dollars. Les Canadiens ont acheté des obligations étrangères durant le trimestre mais la vigueur du huard a presque complètement compensé ces opérations pour laisser la valeur des avoirs à la fin de septembre presque inchangée.

Les réserves internationales du Canada se sont quant à elles établies à 44,7 milliards de dollars à la fin de septembre, soit leur plus faible niveau depuis la fin de 1999. L'appréciation du dollar canadien explique la majeure partie de cette diminution.

Facteurs expliquant la variation nette de la valeur de l'actif entre le deuxième et le troisième trimestres de 2004

En milliards de dollars

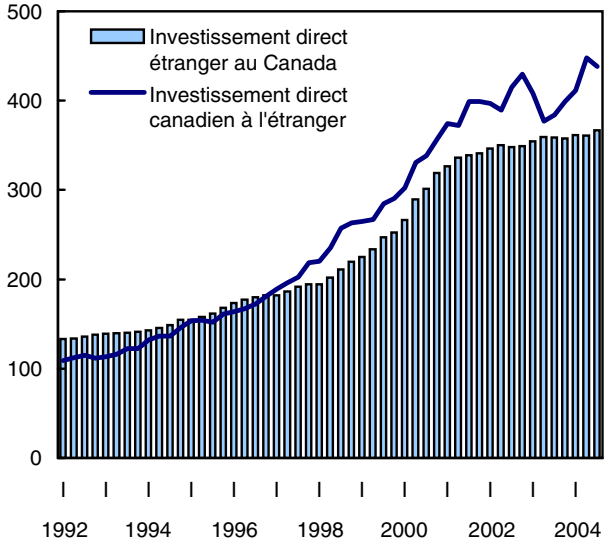


L'investissement direct étranger au Canada augmente

Après avoir enregistré une légère baisse au deuxième trimestre, l'investissement direct étranger au Canada a augmenté de 5,7 milliards de dollars pour se fixer à 366,7 milliards de dollars, soit une valeur record. La consolidation de la position des investisseurs directs étrangers au Canada provient principalement des injections à court terme et des bénéfices réinvestis dans les filiales existantes.

Position d'investissement direct étranger

En milliards de dollars

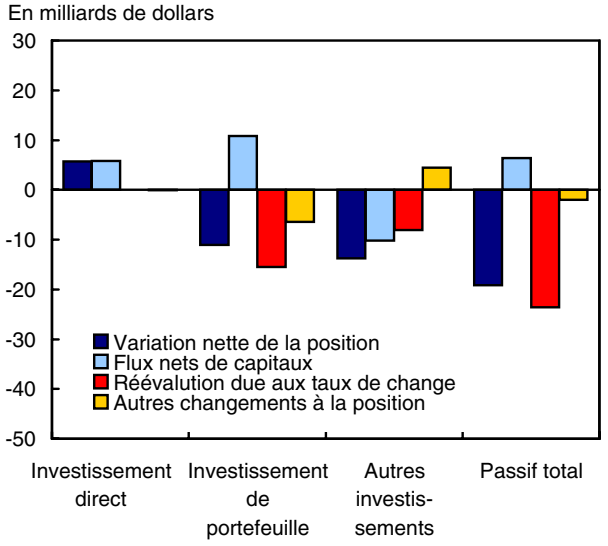


Les avoirs étrangers en instruments de dette canadiens décroissent considérablement

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont diminué de 10,8 milliards de dollars pour s'établir à 403,7 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre. De leur côté, les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont baissé de 12,6 % pour se fixer à 18,0 milliards de dollars. Il s'agit de leur plus faible niveau depuis 17 ans. Pendant que la demande étrangère pour les instruments à court terme était faible, les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont diminué en raison du raffermissement du dollar canadien.

La plus importante offre individuelle d'actions d'une entreprise dans l'histoire du Canada et la restructuration d'une entreprise ont fait passer la position des investissements étrangers en actions canadiennes à 106,9 milliards de dollars à la fin de septembre, soit le plus haut niveau jamais atteint. L'indice composé S&P/TSX a avancé de plus de 1 % au cours du trimestre.

Facteurs expliquant la variation nette de la valeur du passif entre le deuxième et le troisième trimestres de 2004



Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0042, 376-0055 à 376-0057 et 376-0059.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1537.

Le numéro du troisième trimestre de 2004 du *Bilan des investissements internationaux du Canada* (67-202-XIF, 23 $ / 51 $) paraîtra sous peu.

Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1855 (*infobalance@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Simard au (613) 951-7244 ou avec Christian Lajule au (613) 951-2062, Division de la balance des paiements.

□

Bilan des investissements internationaux du Canada en fin de période

	2002	2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004
	en milliards de dollars				
Actif					
Investissements directs canadiens à l'étranger	429,6	399,1	411,3	447,8	438,1
Investissements de portefeuille					
Obligations étrangères	43,0	44,7	47,7	51,4	51,9
Obligation étrangères à la valeur au marché	45,1	47,8	52,3	54,6	56,3
Actions étrangères	213,6	188,8	191,0	193,4	183,7
Actions étrangères à la valeur au marché	316,3	342,0	354,3	362,3	338,4
Autres investissements					
Prêts	71,9	59,3	66,0	70,4	63,0
Provisions	-11,9	-11,6	-11,5	-11,6	-11,5
Dépôts	103,1	110,8	115,5	123,5	114,7
Réserves internationales	56,2	45,7	46,1	46,3	44,7
Autres actifs	69,6	72,2	64,8	69,0	70,4
Total de l'actif					
à la valeur comptable	975,0	909,0	930,9	990,3	954,9
avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	1 079,9	1 065,3	1 098,7	1 162,4	1 113,9
Passif					
Investissements directs étrangers au Canada	348,9	357,5	361,7	361,0	366,7
Investissements de portefeuille					
Obligations canadiennes	448,1	405,3	406,2	414,5	403,7
Obligations canadiennes à la valeur au marché	481,2	436,6	447,4	437,2	436,1
Actions canadiennes	79,6	84,7	86,2	104,7	106,9
Actions canadiennes à la valeur au marché	130,1	175,6	187,8	205,8	215,1
Instruments du marché monétaire canadien	25,2	21,4	18,7	20,6	18,0
Autres investissements					
Emprunts	58,2	53,6	51,5	52,9	41,4
Dépôts	195,0	183,1	174,6	191,4	189,3
Autres passifs	22,2	21,2	21,8	21,9	21,6
Total du passif					
à la valeur comptable	1 177,3	1 126,9	1 120,6	1 166,9	1 147,7
avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	1 260,9	1 249,1	1 263,4	1 290,7	1 288,3
Bilan net des investissements internationaux					
à la valeur comptable	-202,3	-218,0	-189,8	-176,6	-192,9
avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	-181,0	-183,9	-164,7	-128,3	-174,4

■

Arts d'interprétation

2003

Les recettes totales des 642 compagnies d'arts d'interprétation sans but lucratif au Canada ont fait un bond de plus de 10 % de 2001 à 2003. La fréquentation au cours de la période est demeurée inchangée dans l'ensemble, mais une certaine croissance a été observée chez les jeunes grâce à leur enthousiasme croissant pour la musique, la danse, le théâtre, et même l'opéra.

Toutes les disciplines

	2001	2003	var. en %
Assistance	14 803 798	14 804 324	0,0
Représentations	43 754	45 635	4,3
Recettes gagnées (en millions de dollars)	263,9	291,3	10,4
Secteur public (en millions de dollars)	165,5	183,4	10,8
Secteur privé (en millions de dollars)	114,2	127,4	11,5
Recettes totales (en millions de dollars)	543,7	602,0	10,7
Dépenses totales (en millions de dollars)	540,1	599,0	10,9

Plus de 3,8 millions de jeunes ont assisté à quelque 13 500 représentations l'an dernier dans les quatre grandes disciplines, soit le théâtre, la musique, la danse et l'opéra. Ils ont représenté un peu plus du quart de l'assistance totale.

Le nombre de représentations destinées aux jeunes a augmenté de 8,6 %, tandis que l'assistance a progressé de 11,7 % depuis 1999.

Dans l'ensemble, les compagnies d'arts d'interprétation ont produit 45 600 représentations l'an dernier et elles ont attiré 14,8 millions de spectateurs, soit moins que le sommet de 15,0 millions atteint en 1993.

Les recettes de ces compagnies ont atteint 602,0 millions de dollars en 2003, soit un bond de 10,7 % par rapport à 2001, la dernière année d'enquête.

L'assistance et les recettes gagnées ont augmenté pour les compagnies de théâtre, de danse et d'opéra, mais elles ont diminué pour les compagnies de musique.

Dans l'ensemble, 300 compagnies ont déclaré des pertes totalisant 12,2 millions de dollars.

En 2003, les compagnies de danse ont accumulé un déficit de 706 000 $ et les compagnies d'opéra, de 431 000 $.

Seules les compagnies de théâtre ont déclaré un excédent l'an dernier, soit environ 6,2 millions de dollars, ce qui est moins que l'excédent de 7,5 millions qu'elles avaient déclaré il y a deux ans. Les petites et les moyennes compagnies ont déclaré un déficit en 2003. Dans le cas des petites compagnies, c'était la troisième année consécutive où elles faisaient état de déficits.

Le déficit financier global des orchestres canadiens s'est établi à 2,1 millions de dollars en 2003 comparativement à 4,3 millions de dollars en 2001 et à 2,9 millions de dollars en 1999. Leur dette cumulative totale a chuté, passant de 18,0 millions de dollars en 2001 à 14,5 millions de dollars en 2003.

La création d'un nouveau public chez les jeunes

On sait que les théâtres visent un public jeune. Toutefois, depuis quatre ans, les organismes musicaux ont aussi cherché à attirer plus de jeunes spectateurs.

En 2003, plus de 741 200 jeunes ont assisté à une forme quelconque de représentation musicale, soit un bond de 28,8 % depuis 1999. De même, presque 107 700 jeunes ont assisté à une représentation d'opéra, soit un bond de 20,6 %.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué renferme des données tirées de l'Enquête sur les arts d'interprétation. L'enquête est menée tous les deux ans et permet de suivre l'évolution d'un sous-ensemble du secteur des arts, des spectacles et des loisirs ne comprenant que les compagnies professionnelles d'arts d'interprétation sans but lucratif.

Les arts d'interprétation désignent le théâtre (à l'exclusion du dîner-théâtre et du théâtre commercial), la musique (les orchestres, les ensembles et les chorales), la danse classique et contemporaine, ainsi que l'opéra. Sont exclus de l'enquête les présentateurs et les compagnies d'arts d'interprétation à but lucratif.

L'enquête visait 642 compagnies. Le taux de réponse a été de 92 %. L'enquête visait la période de septembre 2002 à août 2003, mais l'année retenue est 2003 pour le présent rapport. Les recettes et les dépenses sont en dollars courants.

Une couverture élargie du secteur des arts, des spectacles et des loisirs est présentée dans l'Enquête annuelle des arts, spectacles et loisirs. L'enquête englobe les compagnies d'art d'interprétation à but lucratif et sans but lucratif, y compris tous les types de théâtre comme le dîner-théâtre et le théâtre commercial, les organisations musicales comme les orchestres, les ensembles et les musiciens professionnels individuels, les compagnies de danse et les danseurs individuels, les compagnies d'opéra, les spectacles de variétés, les festivals, les spectacles d'humour, etc. L'enquête a fait état de recettes d'exploitation de 1,0 milliard de dollars en 2002 pour le secteur des arts d'interprétation. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans un communiqué du Quotidien *paru le 30 avril 2004.*

Opéra

	2001	2003	var. en %
Assistance	552 543	615 728	11,4
Représentations	623	757	21,5
Recettes gagnées (en millions de dollars)	21,2	24,4	15,1
Secteur public (en millions de dollars)	13,3	13,8	3,4
Secteur privé (en millions de dollars)	16,1	17,4	8,3
Recettes totales (en millions de dollars)	50,6	55,6	9,9
Dépenses totales (en millions de dollars)	50,2	56,0	11,7

Les représentations visant les jeunes ont représenté 38 % de toutes les représentations musicales en 2003, comparativement à seulement 30 % en 1999. De même, les jeunes ont représenté 22 % de l'assistance totale aux concerts en 2001, en hausse de 17 % par rapport aux quatre années précédentes.

L'assistance au théâtre parmi les jeunes a fléchi légèrement de 2001 à 2003 et s'est établie à un peu plus de 2,6 millions.

Le soutien du secteur privé augmente constamment

Sauf pour la danse, les dons du secteur privé pour toutes les disciplines des arts d'interprétation ont continué d'augmenter à un rythme plus rapide que les dons des gouvernements de 2001 à 2003.

L'an dernier, les dons du secteur privé se sont élevés à plus de 127,3 millions de dollars, en hausse de 11,5 %, tandis que les subventions gouvernementales ont augmenté de 10,8 % et ont atteint 183,4 millions de dollars. Le soutien du secteur privé a représenté environ 21 % des recettes totales dans l'ensemble, tandis que le soutien gouvernemental en a représenté environ 30 %. En revanche, les subventions gouvernementales avaient représenté 37 % des recettes totales en 1993.

Musique

	2001	2003	% change
Assistance	3 908 772	3 346 384	-14,4
Représentations	4 791	5 740	19,8
Recettes gagnées (en millions de dollars)	58,1	61,3	5,6
Secteur public (en millions de dollars)	51,0	59,5	16,8
Secteur privé (en millions de dollars)	37,0	44,6	20,4
Recettes totales (en millions de dollars)	146,1	165,5	13,3
Dépenses totales (en millions de dollars)	150,4	167,6	11,4

Les subventions gouvernementales pour toutes les disciplines ont augmenté de 2001 à 2003, et c'est la musique qui a obtenu la plus forte proportion, soit environ 16,8 %.

L'opéra est demeuré la seule discipline pour laquelle les fonds du secteur privé ont été supérieurs aux subventions gouvernementales. Les dons du secteur privé se sont élevés à 17,4 millions de dollars en 2003, soit une hausse de 8,3 % par rapport à 2001 et de 3,6 millions de dollars par rapport au montant reçu de tous les ordres de gouvernement. Les fonds du secteur privé pour les orchestres ont fait un bond appréciable de 20 %.

Par ailleurs, les dons du secteur privé aux plus grandes compagnies de théâtre ont régressé de 12 % de 2001 à 2003, notamment en raison d'une forte baisse des dons des entreprises, soit de 6,5 millions de dollars à 2,8 millions de dollars.

Main-d'oeuvre : les trois quarts des travailleurs sont des contractuels

Selon l'Enquête sur les arts d'interprétation, le nombre d'employés rémunérés s'élevait à 43 000 en 2003, en hausse de 16,2 % par rapport à 2001. Plus de 75 % de ces travailleurs rémunérés étaient contractuels.

Près de la moitié des employés rémunérés travaillaient pour des compagnies de théâtre, mais le nombre d'employés rémunérés dans les compagnies de musique a augmenté de 26,4 % par rapport à 2001. Il s'agit d'une hausse surtout du nombre de contractuels.

Dans l'ensemble, les quatre disciplines ont signalé une diminution de 8,1 % du nombre d'employés salariés par rapport à 1999. La plus forte décroissance a été signalée par les compagnies de musique, dans lesquelles l'emploi salarié a chuté de 31,9 % pendant la même période.

Les compagnies d'arts d'interprétation ont versé au total 343 millions de dollars en salaires, traitements et cachets pour 2003, en hausse de près de 15 % par rapport à 2001. Les cachets des contractuels ont représenté 49 % du total.

Le nombre de bénévoles a tout juste dépassé les 28 000 en 2003, soit une augmentation de 3,3 % par rapport à 1999, mais un nombre inférieur au sommet de 31 000 atteint en 1997.

Le nombre de bénévoles a dépassé celui du nombre de personnes rémunérées dans ces compagnies, ce qui est une indication de l'importance des bénévoles dans les petites compagnies de théâtre et les petites et moyennes compagnies de musique.

Théâtre : une autre bonne année pour les grandes compagnies ontariennes

Les 344 compagnies de théâtre sans but lucratif du Canada visées par l'enquête ont déclaré ensemble un excédent d'exploitation de 6,2 millions de dollars l'an dernier, ce qui s'explique surtout du fait que les dix plus

grands théâtres en Ontario ont déclaré un excédent de 5,7 millions de dollars ensemble.

Théâtre

	2001	2003	var. en %
Assistance	9 112 464	9 495 054	4,2
Représentations	35 883	36 042	0,4
Recettes gagnées (en millions de dollars)	159,3	176,3	10,6
Secteur public (en millions de dollars)	75,0	80,4	7,2
Secteur privé (en millions de dollars)	47,4	52,4	10,5
Recettes totales (en millions de dollars)	281,8	309,0	9,7
Dépenses totales (en millions de dollars)	274,2	302,8	10,4

L'assistance à ces dix théâtres a augmenté de 6,8 %, tandis que leurs recettes gagnées ont augmenté de 14,1 %. Ce taux de croissance a été inférieur à celui de 2001, très probablement en raison de l'effet négatif de la crainte du SRAS sur le tourisme en Ontario en 2003.

Au total, les recettes à l'échelle nationale pour les groupes de théâtre ont atteint un montant record de 309,0 millions de dollars, dont un peu plus du tiers, sont attribuables aux dix plus grosses compagnies ontariennes, qui ont aussi contribué pour plus des trois quarts des recettes totales de tous les théâtres en Ontario.

Comme cela avait été le cas en 2001, les théâtres en Ontario en 2003 ont touché plus de recettes du secteur privé que du secteur public, ce qui renverse la tendance de la décennie précédente. Les dons du secteur privé ont atteint 26,0 millions de dollars, tandis que les subventions gouvernementales se sont élevées à 24,5 millions.

Les compagnies de théâtre de seulement quatre provinces ont déclaré un déficit, soit celles de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique.

Tournées : au Canada et dans le monde

De plus en plus, les compagnies canadiennes d'arts d'interprétation partent en tournée, soit au Canada, soit à l'étranger.

En 2003, les recettes produites expressément par les tournées ont atteint 38,2 millions de dollars, soit une hausse de 16,3 % par rapport à 2001.

Environ les deux tiers de ce montant ont été produits par les compagnies du Québec, qui ont réalisé des recettes de 23,9 millions de dollars au cours de leurs tournées. Ces recettes ont représenté plus du tiers du total des recettes gagnées de ces compagnies.

Environ la moitié des représentations données par des compagnies d'arts d'interprétation au Québec et au Nouveau-Brunswick ont été produites en tournée, comparativement à une moyenne nationale de 29 %.

Sur les 13 200 représentations données en tournée, 17 % ont été produites à l'étranger. De ce nombre, 48 % l'ont été en Europe, 34 % aux États-Unis, 8 % en Asie et 10 % dans d'autres pays.

Les compagnies de théâtre ont déclaré des recettes d'environ 22 millions de dollars dans les tournées, soit un peu plus de la moitié du total. Au deuxième rang se trouvent les compagnies de danse, qui ont gagné environ le quart de toutes les recettes provenant des tournées.

Selon les données sur les tournées, ce sont les théâtres qui semblent en bénéficier le plus financièrement puisque leurs recettes provenant des tournées dépassent de beaucoup leurs coûts à cet égard, ce qui n'est pas le cas pour les compagnies de musique ou les compagnies d'opéra.

Les recettes provenant des tournées ont fait un bond de 26,8 % pour les compagnies de danse de 2001 à 2003 et ont couvert tout juste l'augmentation de leurs coûts. Il s'agit d'un revirement par rapport à ce qu'elles avaient déclaré en 2001 et en 1999.

Danse

	2001	2003	var. en %
Assistance	1 230 019	1 347 158	9,5
Représentations	2 457	3 096	26,0
Recettes gagnées (en millions de dollars)	25,3	29,2	15,5
Secteur public (en millions de dollars)	26,3	29,7	13,1
Secteur privé (en millions de dollars)	13,7	12,9	-5,3
Recettes totales (en millions de dollars)	65,2	71,9	10,2
Dépenses totales (en millions de dollars)	65,3	72,6	11,2

Données stockées dans CANSIM : tableaux 506-0001 à 506-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3108.

Des données choisies de l'Enquête sur les arts d'interprétation sont maintenant offertes en tableaux dans la publication *Arts d'interprétation : tableaux de données*, 2003 (87F0003XIF, gratuite). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites* puis *Arts, culture et loisirs*. On peut obtenir des totalisations spéciales contre recouvrement des coûts.

Pour obtenir des renseignements généraux, ou pour commander des totalisations spéciales ou des tableaux standards, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1 800 307-3382 (*cult.tourstats@statcan.ca*), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marie Lavallée-Farah (613) 951-1571 (*marie.lavallee-farah@statcan.ca*), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-1333. ■

Autres communiqués

Étude : La durée de l'emploi atypique

1999 à 2001

Plus de la moitié des travailleurs canadiens qui occupaient un emploi atypique en 1999, tel qu'un emploi temporaire ou à temps partiel, occupaient encore le même genre d'emploi deux ans plus tard, selon une nouvelle étude intitulée «La durée de l'emploi atypique».

Le travail atypique, qui comporte aussi le travail indépendant, est courant au Canada, selon l'étude intitulée «La durée de l'emploi atypique» qui paraît aujourd'hui dans *L'emploi et le revenu en perspective*.

Cette étude suscite toutefois des préoccupations car les travailleurs atypiques ont tendance à être peu rémunérés et sont plus susceptibles de vivre dans des familles à bas revenu. Ils risquent aussi beaucoup plus de faire face au chômage et de ne pas jouir d'autant d'avantages sociaux que les travailleurs typiques.

Ces préoccupations s'intensifient lorsque l'on considère la durée ou la persistance de ce type de travail, surtout chez les travailleurs âgés, à savoir ceux âgés de 45 à 69 ans.

En effet, la moitié de ces travailleurs âgés ont déclaré avoir occupé un emploi atypique en 1999, 2000 et 2001. Par contre, seulement un quart des travailleurs âgés de 25 à 34 ans étaient dans cette situation.

La proportion des travailleurs atypiques varie aussi selon le genre de travail. Environ trois quarts des travailleurs indépendants qui étaient employeurs en 1999 faisaient le même genre de travail en 2001. Par ailleurs, seulement 18 % des travailleurs temporaires à temps partiel ont continué d'occuper le même type d'emploi.

Dans l'ensemble, environ 38 % des Canadiens occupés tenaient un emploi atypique en 2001. Au sein de ce groupe, un peu plus des trois quarts étaient soit indépendants soit employés temporaires. Moins d'un quart étaient employés permanents à temps partiel.

Le travail atypique tient souvent lieu de passerelle vers le travail typique. Par exemple, quelque 60 % des personnes sans emploi en 1999 et qui en avaient un en 2000 ou en 2001 avaient au départ trouvé du travail atypique.

Étant donné son caractère temporaire chez les jeunes, le travail atypique est, pour ce groupe de la population, essentiellement une passerelle vers l'emploi permanent à temps plein. Par ailleurs, les travailleurs plus âgés choisissent peut-être les emplois temporaires ou à temps partiel, ou encore le travail indépendant, comme transition à la retraite.

Les travailleurs atypiques ont plus tendance que les travailleurs typiques à se trouver dans les secteurs primaire et des services publics, des services d'hébergement et de la restauration, de la construction ou des métiers.

Environ 42 % des employés atypiques travaillent dans un de ces secteurs, contre 28 % des employés typiques. Bon nombre de ces secteurs se caractérisent fortement par leur caractère saisonnier ou par une fluctuation de la demande de main-d'oeuvre pendant une journée ou une semaine quelconque.

En revanche, le secteur manufacturier ne représente que 6 % des travailleurs atypiques, mais 20 % des travailleurs typiques.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3889.

L'article intitulé «La durée de l'emploi atypique» figure dans le numéro en ligne de décembre 2004 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 5, nº 12 (75-001-XIF, 6 $ / 52 $) qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (*henry.pold@statcan.ca*), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

Étude : Utilisation du REER avant la retraite

1993 à 2001

Près des deux tiers des déclarants canadiens âgés de 20 à 59 ans ont versé des cotisations dans un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) au moins une fois au cours des années 1990. Mais plus d'un quart d'entre eux ont effectué au moins un retrait de fonds, selon une nouvelle étude intitulée «Utilisation du REER avant la retraite».

En fait, entre 1993 et 2001, le nombre de déclarants ayant prématurément retiré des fonds de leurs REER a plus que triplé par rapport au nombre de ceux qui ont cotisé.

Cette étude, qui paraît aujourd'hui dans l'édition en ligne de *L'emploi et le revenu en perspective*, dresse le portrait des personnes qui ont retiré des fonds de leurs REER entre 1993 et 2001, et examine les raisons de ce comportement. L'analyse a mis l'accent sur les

déclarants âgés de 20 à 59 ans et exclu tous ceux qui reçoivent un revenu de pension du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec ou d'un employeur précédent.

Les retraits ne comprennent pas les fonds retirés des REER dans le cadre du Régime d'accession à la propriété et du Régime d'encouragement à l'éducation permanente.

En 2001, environ 5,7 millions de déclarants concernés par cette étude ont cotisé à un REER, tandis qu'un peu plus d'un million ont effectué des retraits. Les cotisations versées par ces personnes en 2001 s'élevaient à un peu plus de 24 milliards de dollars, et les retraits à environ 4,4 milliards de dollars.

Globalement, le nombre de personnes cotisant aux REER a augmenté de plus 25 % entre 1993 et 2001. Au cours de la même période, le nombre de ceux faisant des retraits a grimpé de 84 %.

En outre, les déclarants ont retiré des montants plus petits durant cette période de 9 ans. En 2001, le retrait médian ne se chiffrait qu'à 1 600 $, en baisse de 46 % par rapport à 1993, ce qui signifie que la moitié des retraits étaient au-dessus de 1 600 $ et l'autre moitié, en deçà. À titre de comparaison, la cotisation médiane a progressé de 11 % pour atteindre 2 600 $.

L'étude a examiné les circonstances qui pourraient pousser les gens à puiser dans leurs REER. Parmi celles-ci figurent le décès du conjoint, qui a le plus grand effet sur les retraits de fonds d'un REER. En effet, les personnes ayant perdu leur conjoint avaient beaucoup plus tendance à faire des retraits et ces derniers étaient élevés, c'est-à-dire de 10 000 $ au moins.

Le deuxième facteur était la perte d'emploi involontaire ou le fait de monter une entreprise. La perte d'emploi involontaire n'a pas eu un grand effet sur la probabilité de faire un retrait, tandis que la création d'une entreprise avait un effet légèrement plus important. Cependant, les deux facteurs étaient liés à la tendance de retirer des fonds importants.

Les personnes plus âgées étaient plus nombreuses à retirer de grandes sommes d'argent, ce qui n'est peut-être pas surprenant étant donné qu'elles auraient accumulé plus d'épargne dans leur REER.

Ce qui est frappant pour les déclarants âgés de 50 à 59 ans, c'est la somme des retraits qu'ils ont effectués. En 2001, pour près d'un cinquième de ceux qui ont retiré des fonds de leur REER, la somme de ce retrait s'élevait à 10 000 $ au moins. De plus, cela s'est produit à une période de leur vie où ils pourraient avoir du mal à remettre cet argent dans leur REER. En effet, les personnes appartenant à ce groupe d'âge avaient moins tendance à rembourser ces retraits.

Dans l'ensemble, vers la fin de 2001, moins de 40 % avaient reversé dans leur REER l'argent qu'ils avaient retiré. Pour certains, cela pourrait certainement se répercuter sur le revenu dont ils disposeraient pendant la retraite.

Il est évident que certains puisent dans leurs REER pour combler un manque de revenu. Les déclarants qui ont fréquemment effectué des retraits ont continué à cotiser, et même davantage que d'autres. Plus de la moitié de ceux qui ont fait au moins trois retraits ont aussi cotisé dans au moins cinq années de la période de neuf ans.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3889 et 5013.

L'article intitulé «Utilisation du REER avant la retraite» figure dans le numéro en ligne de décembre 2004 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 5, n° 12 (75-001-XIF, 6 $ / 52 $) qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Josée Begin au (613) 951-4041 (*josee.begin@statcan.ca*), Division de la statistique du revenu. ■

Services d'architecture
2003

Les firmes du secteur de l'architecture ont généré 1,9 milliard de dollars en recettes d'exploitation en 2003, soit une augmentation de 2,7 % par rapport à 2002. Il s'agit d'un ralentissement prononcé par rapport à 18,5 % en 2002, qui révèle une baisse de cadence du taux d'expansion des projets immobiliers.

La majorité des recettes sont provenues des clients du secteur privé (45 %) ainsi que des administrations et des institutions publiques (43 %). Le secteur des particuliers et des ménages a représenté 9 % des recettes, tandis que seulement 3 % provenait de clients à l'étranger. Les États-Unis sont demeurés le plus gros marché à l'étranger, ayant eu deux tiers des exportations du secteur.

Les services d'architecture ont représenté 91 % des recettes d'exploitation totales alors que le reste provenait de services connexes, comme le design d'intérieur et les services de dessin.

Les recettes d'exploitation du secteur ont enregistré une baisse en Alberta (-7 %) et en Ontario (-1 %) alors qu'elles ont augmenté au Québec (+13 %) et en Colombie-Britannique (+11 %). Les entreprises de l'Ontario ont représenté 48 % des recettes totales, suivies par celles du Québec (17 %), de la Colombie-Britannique (16 %) et de l'Alberta (11 %).

La marge bénéficiaire d'exploitation du secteur s'est améliorée, étant passée de 15 % en 2002 à 16 % en 2003.

Presque la moitié de la main-d'oeuvre du secteur (près de 14 300 employés) était composée d'architectes et un tiers était composée de techniciens et de technologues. La composition de la main-d'oeuvre est demeurée semblable à celle de 2002, 84 % des employés appartenant à la catégorie des professionnels.

Ce secteur, comprenant près de 4 700 établissements, est dominé par des petites entreprises locales qui emploient moins de dix employés. En 2003, la part du marché des 20 plus grandes entreprises qui était de 16 % en 2002 a baissé pour s'établir à 15 %.

Données stockées dans CANSIM : tableau 360-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2420.

Il est maintenant possible de connaître les données de l'Enquête annuelle sur le secteur des services d'architecture pour l'année 2003.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kyoomars Haghandish au (613) 951-6304 (*kyoomars.haghandish@statcan.ca*) ou avec Denyse Brazeau au (613) 951-5634 (*denyse.brazeau@statcan.ca*), Division des industries de service. Télécopieur : (613) 951-6696. ■

Enquête annuelle sur l'hébergement des voyageurs

2003 (données provisoires)

Il est maintenant possible de connaître les données provisoires de 2003 pour le secteur de l'hébergement des voyageurs (qui comprend les hôtels et les hôtels-motels, les motels et les autres industries de l'hébergement). Ces données fournissent des renseignements sur les recettes, les dépenses, les salaires et les traitements, ainsi que les marges bénéficiaires.

L'année 2003 a été l'une des pires années pour le secteur du tourisme canadien. Les dépenses des touristes au Canada ont chuté de 2,7 % en 2003 par rapport à l'année précédente. Le transport aérien et le secteur de l'hébergement ont été les plus durement touchés, ayant enregistré des baisses respectives de dépenses de 6,2 % et de 5,2 %. De 2002 à 2003, il y a eu une diminution de 13,3 % du nombre de touristes étrangers voyageant au Canada. Aussi, pour la première fois depuis les cinq dernières années, le nombre de voyages effectués par les Canadiens au pays a diminué (-8,3 %). Des conditions défavorables comme la guerre en Irak et la crainte liée au SRAS et d'autres risques pour la santé (encéphalopathie spongiforme bovine et virus du Nil occidental) ont eu un effet néfaste sur les voyages mondiaux. Pour la première fois en une décennie, la hausse du dollar canadien a fait qu'il était plus dispendieux pour les visiteurs étrangers de voyager au Canada.

En 2003, les taux d'occupation ont chuté pour toutes les industries du secteur de l'hébergement et les hôtels n'y ont pas fait exception. Les hôtels ont enregistré une diminution continuelle de la demande de chambres, leur un taux d'occupation ayant été de 59 %. C'est la première fois en 10 ans que le taux d'occupation pour les hôtels a diminué pour passer en dessous de 60 %.

La dernière fois que le secteur de l'hébergement a connu une baisse de revenus était après la récession du début des années 1990. En comparaison avec l'année précédente, le secteur de l'hébergement des voyageurs a subi une diminution des revenus et des bénéfices d'exploitation. En 2003, les estimations pour les différentes catégories du secteur de l'hébergement des voyageurs indiquent que plus de 17 900 établissements ont généré des recettes d'exploitation de 12,3 milliards de dollars. En dollars courants, cela représente une diminution de 3,6 % par rapport à 2002. Le groupe des hôtels et des motels a représenté 89 % de toutes les recettes de l'hébergement des voyageurs, tandis que les autres services d'hébergement des voyageurs, comme les terrains de camping, les pourvoiries, les chalets et les gîtes touristiques, ont généré la tranche restante de 11 %.

Le revenu d'exploitation des hôtels et des motels a diminué pour la plupart des provinces, particulièrement en Ontario (-8,5 %) et en Colombie-Britannique (-6,6 %). Une panne de courant a frappé l'Ontario en août 2003 et les hôtels et les motels de Toronto ont été frappés par les effets du SRAS. Parallèlement, les incendies de forêts durant l'été en Colombie-Britannique ont fait mal au tourisme. Les autres services d'hébergement des voyageurs comme les terrains de camping, les pourvoiries, les chalets et les gîtes touristiques ont aussi souffert, car leurs recettes ont diminué de 5,2 %. Cela peut être attribué, en partie, aux ouragans dans la région de l'Atlantique, aux vagues de chaleurs estivales au centre du Canada, ainsi qu'aux feux de forêts du Nord.

Données stockées dans CANSIM : tableau 351-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2418.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Veronica Utovac au (613) 951-0813 (*veronica.utovac@statcan.ca*), Division des industries de service.

Certaines statistiques financières[1] sur l'hébergement des voyageurs pour le Canada, les provinces et les territoires

	Année	Nombre d'établissements	Recettes d'exploitation (en millions de dollars)	Salaires, traitements et avantages sociaux (en millions de dollars)	Dépenses d'exploitation (en millions de dollars)	Marge bénéficiaire d'exploitation (%)
Canada	**2002**	**16 407**	**12 780,2**	**3 832,2**	**11 231,0**	**12,1**
	2003	**17 915**	**12 324,6**	**3 929,6**	**11 002,1**	**10,7**
Terre-Neuve-et-Labrador	2002	442	163,2	53,7	142,2	12,8
	2003	470	162,5	54,5	139,8	14,0
Île-du-Prince-Édouard	2002	214	77,9	24,4	66,3	14,9
	2003	223	79,0	24,3	68,1	13,8
Nouvelle-Écosse	2002	586	328,5	99,6	280,2	14,7
	2003	625	322,7	102,8	281,2	12,9
Nouveau-Brunswick	2002	509	228,5	71,3	196,3	14,1
	2003	544	232,0	69,7	202,6	12,7
Québec	2002	3 127	2 139,3	685,7	1 873,8	12,4
	2003	3 649	2 178,1	748,3	1 960,2	10,0
Ontario	2002	4 696	4 181,4	1 223,3	3 608,4	13,7
	2003	5 043	3 838,3	1 243,8	3 458,8	9,9
Manitoba	2002	705	605,1	146,4	563,4	6,9
	2003	746	592,9	139,6	556,0	6,2
Saskatchewan	2002	855	470,0	123,7	430,1	8,5
	2003	936	479,9	130,2	427,0	11,0
Alberta	2002	1 643	2 029,6	601,8	1 742,7	14,1
	2003	1 736	2 019,3	630,3	1 748,3	13,4
Colombie-Britannique	2002	3 320	2 405,6	762,3	2 184,9	9,2
	2003	3 629	2 260,3	744,2	2 013,2	10,9
Yukon	2002	170	70,5	18,7	67,3	4,5
	2003	173	71,4	19,3	65,7	7,9
Territoires du Nord-Ouest	2002	97	55,8	14,5	51,2	8,4
	2003	97	58,7	15,6	54,7	6,9
Nunavut	2002	42	24,9	7,0	24,1	2,9
	2003	43	29,4	6,9	26,6	9,6

1. Les estimations pour l'année la plus récente sont provisoires. Ces données provisoires sont sujettes à être révisées. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre (s'il y a lieu).

■

Nouveaux produits

Direction des études analytiques, document de recherche : Qualité de l'éducation des immigrants dans leur pays d'origine et résultats sur le marché du travail canadien, n° 234
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2004234
(gratuit).

Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, octobre 2004, vol. 58, n° 10
Numéro au catalogue : 31-001-XIF (17 $/158 $).

L'emploi et le revenu en perspective, décembre 2004, vol. 5, n° 12
Numéro au catalogue : 75-001-XIF (6 $/52 $).

Arts d'interprétation : tableaux de données, 2003
Numéro au catalogue : 87F0003XIF
(gratuit).

Échantillonnage et pondération, rapport technique du recensement de 2001
Numéro au catalogue : 92-395-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

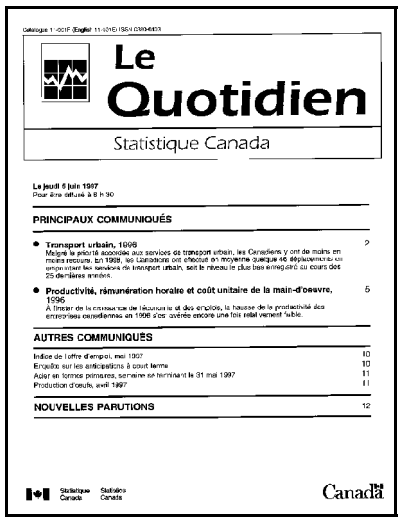
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquêtes sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.